

Octobre 2013



منظمة الأغذية
والزراعة للأمم
المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food and
Agriculture
Organization
of the
United Nations

Organisation des
Nations Unies
pour
l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones Unidas
para la
Alimentación y la
Agricultura

F

COMITE DU PROGRAMME

Cent quatorzième session

Rome, 11-15 novembre 2013

**Suivi de l'Évaluation du rôle et des activités de la FAO
dans le domaine de la nutrition**

RAPPORT DE VALIDATION

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:

M. Daniel Gustafson
Directeur général adjoint (Opérations)
Fonctionnaire responsable, Bureau de l'évaluation
Tél.: (06) 570-56320

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse
www.fao.org



mi584f



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et
l'agriculture

Bureau de l'évaluation

Rapport faisant suite à la réponse de la Direction concernant l'Évaluation du rôle et des activités de la FAO dans le domaine de la nutrition – Validation

Rapport final

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Bureau de l'évaluation (OED)

Le présent rapport est disponible en version électronique à l'adresse suivante:
<http://www.fao.org/evaluation>.

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés ou de produits industriels, qu'ils soient ou non brevetés, ne suppose, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement celles de la FAO.

© FAO 2013

La FAO encourage la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toutes les demandes relatives aux droits de traduction et d'adaptation ainsi qu'à la revente et autre utilisation commerciale sont à adresser par courriel à: www.fao.org/contact-us/licence-request ou à adresser à copyright@fao.org.

Pour obtenir de plus amples informations sur le présent rapport, prière de contacter:

M. le Directeur du Bureau de l'évaluation (OED)
Viale delle Terme di Caracalla 1, 00153
Rome (Italie)
Courriel: evaluation@fao.org

Table des matières

1	Introduction.....	6
2	Procédure et méthode.....	7
3	Recommandations sélectionnées pour validation	7
4	Évaluation.....	9
5	Conclusions.....	12
Annexe 1.	Liste des personnes rencontrées	13
Annexe 2.	Questionnaire	15
Annexe 3.	Présentation matricielle annotée des recommandations	20

1 Introduction

1. Conformément à la politique de la FAO en la matière, la Direction doit apporter une réponse à chaque évaluation et un rapport de suivi doit paraître deux ans après pour toutes les évaluations thématiques. Par ailleurs, le Comité du Programme, organe directeur intéressé directement par l'évaluation au sein de la FAO, a demandé que le Rapport de suivi décrive les effets des recommandations appliquées sur les politiques et procédures internes. En 2012, le Comité du Programme s'est félicité du processus présenté par le Bureau de l'évaluation aux fins de valider les rapports de suivi relatifs aux évaluations thématiques et stratégiques, et a approuvé la méthode employée afin qu'elle serve à l'avenir aux évaluations importantes. En outre, il a souhaité que la validation des rapports de suivi se concentre sur les recommandations au niveau stratégique.

2. L'Évaluation du rôle et des activités de la FAO dans le domaine de la nutrition a été présentée à la cent huitième session du Comité du Programme, en octobre 2011. Elle concluait principalement qu'il manquait à la FAO la vision et l'engagement interne que son mandat initial prévoyait en matière de nutrition, et qu'il était fondamental que l'Organisation définisse et développe son éventuel avantage comparatif dans le domaine de l'agriculture prenant en compte la nutrition. À cet effet, il convenait de modifier l'axe des politiques, de l'approche globale, des indicateurs et de la programmation afin d'associer la qualité des régimes alimentaires à la productivité, à la transformation et à la commercialisation des denrées agricoles. L'équipe chargée de l'évaluation concernant la nutrition a donc formulé 14 recommandations principales.

3. Dans sa réponse, la Direction a reconnu l'importance et la valeur de ladite évaluation et a fait siennes presque toutes les recommandations. Elle a accepté 10 recommandations en émettant quelques réserves mineures, n'a accepté qu'en partie l'un des sous-éléments de la Recommandation 5 et a reporté sa réponse aux quatre recommandations portant sur les arrangements institutionnels (9-12) dans l'attente d'un nouvel examen. Le Comité du Programme a accueilli avec satisfaction l'évaluation et la méthodologie employée, et il a estimé que les recommandations reposaient sur des arguments solides. Il a sollicité des informations plus détaillées sur les répercussions financières et l'établissement des priorités, et a rappelé que la nutrition était à la fois une question transversale importante, à intégrer de façon systématique, et un pôle solide permettant d'assurer la visibilité et le rôle de premier plan de la FAO en matière de nutrition.

4. Au début de l'année 2013, le Bureau de l'évaluation et les parties concernées sont convenues que l'importance de la nutrition dans les travaux de la FAO justifiait de soumettre le Rapport de suivi de l'évaluation relative à la nutrition à un processus de validation, qui serait présenté au Comité du Programme à sa session de novembre 2013. Ce processus de validation doit permettre deux analyses parallèles: 1) l'une portant sur les progrès accomplis quant à l'application des recommandations de l'évaluation qui ont été acceptées, ainsi que sur les difficultés et leurs causes; 2) l'autre concernant la clarté, le réalisme et l'applicabilité desdites recommandations.

2 Procédure et méthode

5. Le processus de validation s'est déroulé entre août et octobre 2013. Il a été confié à un consultant extérieur, qui n'avait pas participé à l'évaluation ni à l'application des recommandations. Les activités suivantes ont été réalisées dans ce cadre:

- i. Passage en revue de la documentation officielle fournie par la FAO, y compris le rapport d'évaluation, la réponse de la Direction, le Rapport de suivi et tous les autres éléments démontrant les progrès accomplis et les difficultés rencontrées quant à l'application des recommandations; il s'agissait, entre autres, d'examiner la littérature scientifique publiée, depuis l'évaluation, sur le thème de l'agriculture prenant en compte la nutrition;
- ii. Recensement des recommandations essentielles parmi celles acceptées par la Direction;
- iii. Série d'entretiens avec les principaux responsables recensés au sein de la FAO et d'autres institutions intéressées par la nutrition au niveau mondial;¹
- iv. Élaboration d'un projet de rapport et diffusion de ce document auprès des parties prenantes pour observations et achèvement.

6. Au total, 30 personnes ont été interrogées, dont 15 fonctionnaires de la FAO et 15 acteurs extérieurs. Le Bureau de l'évaluation avait établi la liste des personnes à sonder, en collaboration avec les parties prenantes de la FAO. Il s'agissait de personnes considérées comme faisant le plus autorité ou de spécialistes de la nutrition au sein de diverses institutions et/ou sections de ces institutions. Chacune s'est vu expliquer le but de l'entretien et a été assurée que ses réponses seraient traitées dans la plus stricte confidentialité, tel qu'indiqué au début du questionnaire servant à guider la discussion.² Finalement, seuls 26 entretiens ont suivi le questionnaire et ont donc servi à la présente analyse.

3 Recommandations sélectionnées pour validation

7. Aux fins du processus de validation, les recommandations sont classées en trois catégories: «stratégiques», «opérationnelles» et «opérationnelles et stratégiques». On a sélectionné six recommandations (1, 2, 8, 9, 10 et 14) pour validation car elles sont stratégiques et/ou opérationnelles et stratégiques. On a choisi les recommandations 1, 2, 8 et 14 car elles sont les plus éminemment stratégiques. Outre le fait d'être éminemment opérationnelles, les recommandations 9 et 10, qui concernent les arrangements institutionnels au Siège, revêtent une importance stratégique et leur non-application menacerait toutes les autres. Bien que la Direction ne les ait pas traitées dans l'attente d'un nouvel examen, le Rapport de suivi porte notamment sur la suite donnée à cet égard. Le tableau 1 synthétise les recommandations sélectionnées et la réponse de la Direction qui s'y rapporte. L'annexe 3 expose aussi les mesures prises et les observations y afférentes.

¹ Voir l'annexe 1.

² Voir l'annexe 2.

Tableau 1. Recommandations sélectionnées pour validation et évaluation de leur situation actuelle

Numéro de la recommandation	Contenu de la recommandation (synthèse)	Réponse de la Direction (synthèse)
1	La Direction générale de la FAO doit s'engager à mettre un accent prioritaire sur la nutrition à tous les échelons de l'Organisation, conformément à son mandat. Cet engagement doit être «porté» par le Directeur général adjoint (Connaissances) (DGA-C). Six domaines essentiels exigent une attention urgente	Un comité directeur interdivisionnel a été créé. Il est chargé de diriger une équipe spéciale interdivisionnelle. Celle-ci doit formuler une vision et stratégie interne qui concerne l'approche des systèmes alimentaires tenant compte de la nutrition, l'objectif étant d'intégrer systématiquement la nutrition dans l'ensemble du programme de travail de la FAO
2	La FAO doit désormais élaborer une vision et stratégie cohérente qui concerne sa contribution à un développement agricole tenant compte de la nutrition. Cette vision et stratégie doit refléter son engagement à résoudre les problèmes liés tant à la sous-alimentation qu'à la surnutrition. Plusieurs éléments recommandés quant à la stratégie	Recommandation acceptée, y compris tous les éléments recommandés
8	Intégration de la nutrition dans le Cadre stratégique et les documents de programmation et de planification	Recommandation acceptée
14	La FAO doit participer d'une manière constructive aux réseaux liés à la nutrition à tous les niveaux et accroître sa visibilité en tant que partenaire international dans le domaine de la nutrition	La FAO va renforcer son engagement à tous les niveaux et auprès de ses partenaires afin de partager sa vision et son approche et d'expliquer clairement son rôle caractéristique dans la lutte contre l'insécurité alimentaire grâce à une approche des systèmes alimentaires tenant compte de la nutrition
9	L'élément « nutrition » (Bureau du Directeur) de l'actuelle Division de la nutrition et de la protection des consommateurs doit se désengager de la sécurité sanitaire des aliments et du Codex (Bureau de la Commission du Codex Alimentarius) et disposer d'un centre institutionnel clairement défini et doté d'un personnel exerçant une fonction de service multisectoriel. La nouvelle entité nutritionnelle doit être un « prestataire de services » proposant une assistance technique et une orientation normative à d'autres services pertinents de l'Organisation (en particulier toutes les divisions qui relèvent d'ES, ainsi que AGA, AGP, TCS, TCI et TCE) conformément aux priorités stratégiques convenues. Un retour dans le giron du Département du développement économique et social (ES) autonomiserait et renforcerait les liens avec l'information, les évaluations, les statistiques, les politiques et la parité hommes-femmes, qui sont des plus stratégiques du point de vue des activités nutritionnelles	Le Comité directeur interdivisionnel présidé par le DGA-C (Rec. 1) devait examiner la recommandation et formuler une réponse de la Direction en prenant en considération la vision et stratégie interne relative à l'approche des systèmes alimentaires tenant compte de la nutrition

Numéro de la recommandation	Contenu de la recommandation (synthèse)	Réponse de la Direction (synthèse)
10	La composition technique de la nouvelle équipe chargée de la nutrition doit être déterminée en fonction des priorités définies par la vision et stratégie. Cette nouvelle équipe aura à sa tête un directeur de la nutrition éminent et internationalement reconnu. On élaborera pour l'équipe de nouvelles descriptions de postes en mettant l'accent sur l'expérience et les connaissances requises pour interagir efficacement avec les fonctionnaires de toutes les autres divisions de l'Organisation. Des compétences de base seront exigées dans les domaines suivants: i) composition des aliments; ii) évaluation et mesure du régime alimentaire; iii) informations et statistiques relatives à la nutrition et iv) politiques et activités de plaidoyer en matière de nutrition	Conforme à ce qui est indiqué plus haut

8. Les six autres recommandations relatives aux domaines focaux de la nutrition (3, 4, 5, 6, 7), aux arrangements institutionnels (11, 12) ainsi qu'à la collaboration et aux partenariats (13) n'ont pas été proposées à la validation car elles concernent essentiellement l'opérationnalisation de la stratégie et vision de la FAO en matière de nutrition – qu'il s'agisse, au niveau régional et/ou national, d'aider les gouvernements à faire en sorte que leurs systèmes alimentaires tiennent compte de la nutrition ou, au niveau mondial, de réaliser de façon collaborative des travaux normatifs sur l'agriculture prenant en compte la nutrition.

4 Évaluation

9. Les résultats des analyses sont résumés ci-après dans le tableau 2, qui montre que l'ensemble des sondés considéraient comme valables cinq des six recommandations. La sixième recommandation concerne la séparation entre l'unité de la nutrition et celle de la sécurité sanitaire des aliments, mesure au sujet de laquelle un quart des sondés ont émis des doutes. Les sondés étaient moins unanimes quant à la valeur du suivi, en particulier de la Recommandation 14 relative à la constitution de réseaux par la FAO. Les fréquentes incertitudes des réponses s'expliquent par le fait que les processus internes de la FAO ne sont pas familiers à nombre des parties prenantes extérieures. Chaque recommandation est évaluée plus en détail ci-après.

Tableau 2. Analyse de la validité et suivi des recommandations issues de l'évaluation

Recommandation	Valable						Suivi convenable					
	Oui		Non		Incertain		Oui		Non		Incertain	
	FAO	Hors FAO	FAO	Hors FAO	FAO	Hors FAO	FAO	Hors FAO	FAO	Hors FAO	FAO	Hors FAO
1	12	14	0	0	0	0	12	9	0	2	0	3
2	12	14	0	0	0	0	8	4	0	1	4	9
8	12	14	0	0	0	0	8	0	4	0	0	14

9	10	7	1	1	1	6	12	6	0	0	0	8
10	12	13	0	0	0	1	7	3	2	0	3	11
14	12	14	0	0	0	0	11	7	1	4	0	3

10. Tous les sondés ont reconnu la validité de la Recommandation 1, qui vise à intégrer systématiquement la nutrition, et considéraient dans leur grande majorité que le suivi, tel que mentionné dans le rapport, était convenable. L'examen global des six éléments de la Recommandation 1 suggère que la Direction a certainement pris la nutrition à son compte et a consenti un effort important afin de répondre aux préoccupations soulevées par l'évaluation. Bien que les capacités soient encore limitées, la nutrition fait l'objet d'une attention bien plus grande aujourd'hui qu'il y a deux ans. Toutes les personnes interrogées s'accordaient à dire que les publications de la FAO, en particulier la dernière édition de *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* (SOFA), commençaient à traiter des questions nutritionnelles du XXI^e siècle. Toutefois, trois personnes estimaient que les concepts nutritionnels n'étaient pas encore développés et/ou appliqués de façon cohérente partout. Même s'ils étaient tous d'avis que la FAO avait commencé à rétablir sa présence et sa réputation internationales par sa participation à l'Initiative de partenariat visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants et au mouvement visant le renforcement de la nutrition, quatre parties prenantes extérieures jugeaient le processus encore très lent.

11. Tous les sondés étaient d'accord sur le fait que la Recommandation 2 concernant la vision et stratégie de la FAO en matière de nutrition était valable. Toutefois, seule une minorité d'entre eux (46 pour cent) pensaient que le suivi, tel que présenté dans le rapport, était convenable. Les nombreuses incertitudes des réponses (environ la moitié) s'expliquent par le fait que les processus internes de la FAO n'étaient pas familiers à bien des parties prenantes extérieures. Au sein de la FAO, un tiers des sondés considéraient que, bien qu'une stratégie ait été élaborée et présentée au Comité du Programme en 2012, tel qu'indiqué, son processus de mise au point ne garantissait pas l'adhésion de l'ensemble de l'Organisation. Seule une minorité des sondés (quatre personnes) considéraient que la stratégie contenait un cadre conceptuel convenu, conformément à la recommandation. En outre, bien que la Recommandation 2 concerne une vision et stratégie intéressant tant la sous-alimentation que la surnutrition, ce dernier problème ne figure aucunement dans la stratégie. Plusieurs parties prenantes extérieures (trois personnes) estimaient que l'absence de compréhension commune des questions nutritionnelles était un problème sérieux. Très peu de sondés (deux personnes) pensaient que des stratégies de communication et de plaidoyer avaient été élaborées, conformément à la recommandation, et plusieurs (trois personnes) ont suggéré d'en faire une responsabilité et une priorité de l'Organisation et non un processus auquel seule la section chargée de la nutrition devait participer. Le personnel de la FAO ne dispose pas d'une définition commune du terme «malnutrition», qui recouvre à la fois la sous-alimentation, la surnutrition et leurs liens tout au long de la vie.

12. Pour ce qui est de la Recommandation 8, qui concerne l'intégration de la nutrition dans le Cadre stratégique, tous les sondés la considéraient comme valable. Les procédures de travail internes de la FAO n'étaient familières à pratiquement aucune des parties prenantes extérieures, qui n'étaient donc pas certaines que le suivi, tel que présenté dans le rapport, soit convenable. La majorité du personnel de la FAO (trois quarts) considérait que les informations contenues dans le Rapport de suivi étaient exactes quant au fait que la nutrition avait été intégrée de manière systématique, figurait explicitement et implicitement dans tous les objectifs stratégiques et apparaissait dans le Plan à moyen terme (PMT) et le Programme

de travail et budget (PTB). Quelques préoccupations ont été soulevées quant à la manière dont la stratégie et vision avait été intégrée dans le Cadre stratégique: un peu moins de la moitié des parties prenantes de la FAO estimaient que cela avait été fait correctement. D'autres (quatre personnes) considéraient que les deux avaient été élaborés en parallèle et/ou étaient mal reliés. Elles estimaient qu'il était nécessaire de revivifier l'Équipe spéciale interdivisionnelle et de consolider sa position au sein de la structure de direction. Une analyse rapide des plans de travail relatifs aux objectifs stratégiques révèle que l'aspect de la nutrition mis en avant est encore perçu, dans une large mesure, au travers du prisme de la faim, comme l'atteste le fait que les termes «obésité» et «surnutrition» n'apparaissent qu'une fois dans les soixante-cinq pages du document. Le terme «carences en micronutriments» est mentionné seulement trois fois et l'expression «qualité du régime alimentaire», pas du tout. De toute évidence, il s'agit là d'un domaine dans lequel la Direction doit encore relever un défi car il subsiste de nombreuses déconnexions qui, espérons-le, seront corrigées à mesure que les plans de travail s'affineront.

13. La majorité des sondés (65 et 100 pour cent, respectivement) considéraient que les recommandations 9 et 10 concernant le lieu d'installation et la structure de l'unité chargée de la nutrition étaient valables. Plus de la moitié des sondés considéraient que la réponse à la Recommandation 9 était convenable. Toutefois, parmi les parties prenantes extérieures à la FAO, la plupart ne connaissaient pas la structure interne de l'Organisation et n'avaient donc pas de certitude quant à la valeur de la réponse. Plusieurs sondés ont fait part de leur incertitude quant au bien-fondé de la séparation entre les groupes chargés de la nutrition et de la sécurité sanitaire des aliments. D'autres, en revanche, considéraient que les deux structures se justifiaient et que la véritable question était de savoir comment ces sujets étaient traités lors de l'élaboration des plans de travail. La plupart des parties prenantes extérieures à la FAO n'étaient pas certaines de la valeur de la réponse à la Recommandation 10 étant donné que les structures internes de la FAO ne leur étaient pas familières et, parmi les parties prenantes internes à l'Organisation, plus de la moitié n'en étaient pas convaincues non plus. Plusieurs acteurs externes et internes ont exprimé une préoccupation globale, à savoir la nécessité de renforcer l'unité. Ils craignaient que de trop nombreux déclassements de postes ne compromettent ce processus. Il faut que la Direction réponde à la question de savoir qui doit traiter les demandes extérieures émanant des pays au niveau décentralisé et s'occuper des travaux normatifs à l'échelon mondial et comment ceux-ci s'équilibrent avec les fonctions internes de plaidoyer et d'administration dans l'ensemble des équipes spéciales chargées des objectifs stratégiques. Cependant, il faudra du temps pour réorienter le personnel et trouver de nouvelles méthodes de travail. Construire l'équipe est la tâche prioritaire. Plusieurs sondés (trois personnes) pensaient qu'il convenait de mettre l'accent sur les rôles et les fonctions, pas uniquement sur les postes. Plusieurs acteurs extérieurs (trois) estimaient aussi que la lenteur du processus de changement constituait un problème. Des progrès avaient déjà été faits grâce aux efforts du personnel actuel, mais on pouvait espérer que la transformation allait s'accélérer maintenant qu'un nouveau directeur avait été nommé.

14. Tous les sondés considéraient comme valable la Recommandation 14, qui concerne l'importance de la constitution de réseaux par la FAO. La majorité des sondés, à savoir la quasi-totalité de ceux appartenant à la FAO et la moitié des personnes interrogées extérieures à l'Organisation, estimaient que la réponse était convenable. De toute évidence, l'intérêt et la participation croissants de la FAO dans l'Initiative de partenariat visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants, le Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies et le renforcement de la nutrition au niveau de l'Organisation sont une évolution positive. Toutefois, la majorité (soit 13) des personnes qui estimaient que la réponse était

convenable pensait que la constitution de réseaux n'était pas encore assez poussée, était trop lente ou pouvait être améliorée d'une manière ou d'une autre. À cet égard, on a notamment déploré la réaction passive de la FAO, associée au manque de contenu technique que cache l'engagement politique affiché. Au sein desdits réseaux, la FAO doit se doter de son propre programme et non se contenter de suivre le mouvement. La moitié des parties prenantes extérieures considéraient que la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN-2) était extrêmement importante et n'était pas suffisamment mise en avant, tant dans le Rapport de suivi que dans les travaux en cours au sein de la FAO. Parmi les parties prenantes issues de la société civile et d'organisations non gouvernementales, deux personnes estimaient que le processus de la CIN-2 devrait être plus étroitement lié au CSA et promu en son sein. La constitution de réseaux autour de la nutrition dans le cadre du CSA, où l'on considère qu'elle bénéficie d'un appui faible, devrait offrir une tribune importante en vue de la préparation de la CIN-2.

5 Conclusions

15. Globalement, les sondés estimaient que les recommandations formulées à l'issue de l'évaluation étaient encore toutes valables et que le Rapport de suivi sur la réponse de la Direction était convenable et précis. La nutrition fait l'objet d'une attention bien plus grande aujourd'hui qu'il y a trois ans. On peut espérer que les nouvelles améliorations concernant les dimensions nutritionnelles des travaux de la FAO se matérialiseront lorsque le nouveau Directeur prendra la tête de l'équipe chargée de la nutrition. En attendant, il existe plusieurs domaines de préoccupation que la Direction devrait considérer comme des priorités immédiates.

16. Le premier est l'absence de compréhension commune des concepts nutritionnels au sein de la FAO. On doit considérer comme urgente et prioritaire la mise au point d'une stratégie de communication de l'Organisation en matière de nutrition, conformément à la Recommandation 2. À moins que davantage de fonctionnaires de la FAO n'acquiescent la même perception des concepts nutritionnels, il sera difficile de déterminer, selon une vision commune, comment les systèmes agricoles et alimentaires prendront davantage en compte la nutrition.

17. Le deuxième domaine de préoccupation concerne la réussite de la CIN-2, que la plupart des parties prenantes considèrent comme cruciale. Afin de garantir le succès de la CIN-2 en 2014, il sera indispensable de veiller à la qualité de la réunion technique préparatoire, qui doit se tenir à Rome en novembre 2013. Bien que la préparation de la CIN-2 ait déjà fait l'objet d'un travail important, on doit désormais s'employer autant que possible à faire en sorte que les conclusions de la CIN-2 reflètent comme il se doit la vision et stratégie de la FAO en matière de nutrition.

18. Le troisième domaine de préoccupation est le manque d'attention dont pâtit la qualité des régimes alimentaires dans les plans de travail de la FAO. L'élaboration des plans de travail relatifs aux cinq objectifs stratégiques se poursuit. On compte que chacune des équipes chargées de ces objectifs, ainsi que leurs coordonnateurs, seront en mesure de renforcer davantage encore la dimension nutritionnelle à mesure qu'ils affineront les plans de travail.

19. Le quatrième domaine de préoccupation est la nécessité de renforcer en permanence les capacités de la FAO en matière de nutrition. Il convient de veiller à ce que la nutrition soit intégrée de façon systématique à tous les objectifs stratégiques, apparaisse comme il se doit dans les conclusions de la CIN-2 et soit finalement incorporée dans les systèmes agricoles et alimentaires prenant en compte la nutrition au niveau national. Toutefois, cela dépendra en grande partie de la force des chargés de plaidoyer de la section nutritionnelle.

20. Enfin, plusieurs sondés, y compris l'auteur du présent rapport, considéraient qu'on ne pouvait pas attendre beaucoup plus de progrès sur une période de deux ans et qu'il serait judicieux de réexaminer la situation dans deux ans.

Annexe 1. Liste des personnes rencontrées

N°	Organisation	Nom	Rôle
1	FAO	Leslie Amoroso	Chargée de programme, Division de la nutrition
2	FAO	Juliet Aphane	Spécialiste de la nutrition, Division de la nutrition
3	FAO	Barbara Burlingame	Directrice adjointe, Division de la nutrition
4	FAO	Karel Callens	Fonctionnaire principal, Bureau du Sous-Directeur général chargé du Département du développement économique et social
5	FAO	Clayton Campanhola	Directeur de la Division de la production végétale et de la protection des plantes
6	FAO	Renata Clarke	Fonctionnaire principale, Sous-Division de la sécurité sanitaire des aliments
7	FAO	Charlotte Dufour	Fonctionnaire technique, Division de la nutrition
8	FAO	Johanna Jelensperger	Chargée de programme, Division de l'économie du développement agricole
9	FAO	Ellen Muehlhoff	Fonctionnaire principale (nutrition), Division de la nutrition
10	FAO	Martina Park	Cadre associée, Division de la nutrition
11	FAO	Luca Russo	Coordonnateur de programme, Division de l'économie du développement agricole
12	FAO	Mark Smulders	Économiste principal, Division de l'économie du développement agricole
13	FAO	Jomo Sundaram	Sous-Directeur général, Département du développement économique et social
14	FAO	Brian Thompson	Fonctionnaire principal (nutrition), Division de la nutrition
15	FAO	Rob Vos	Directeur de la Division de la parité, de l'équité et de l'emploi rural
16	PHSL	Steven Atwood	
17	PAM	Martin Bloem	
18	OMS	Francesco Branca	
19	Bioversity	Bruce Cogil	
20	USAID	Diane De Bernado	
21	Banque mondiale	Leslie Elder	
22	Institut sur les études du développement	Lawrence Haddad	
23	Office allemand de la coopération internationale	Herwig Hahn	
24	Ministère allemand de l'agriculture	Astrid Jakobs	

25	Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies	Lina Mahy	
26	ONU	David Nabarro	
27	OIC	Stineke Oenema	
28	ACF	Etienne du Vachat	
29		Nigel Nicholson	
30	Réseau d'information et d'action pour le droit à se nourrir	Flavio Valente	

Annexe 2. Questionnaire

Introduction

Le Bureau de l'évaluation de la FAO souhaite entériner les mesures faisant suite à l'évaluation des activités de la FAO dans le domaine de la nutrition, qui a été réalisée en 2011. En tant qu'observateur indépendant, mon rôle consiste à déterminer, pour le compte du Bureau de l'évaluation, si les recommandations formulées à l'issue de l'évaluation sont encore considérées comme valables, si la Direction y a apporté une réponse (si non, pourquoi) et/ou comment il est possible de l'améliorer. Votre organisation et vous figurez parmi les principaux acteurs et parties prenantes des travaux de la FAO en matière de nutrition. C'est pourquoi vos réponses revêtent une importance particulière. Vos opinions constitueront la première source d'informations visant à établir la validité du Rapport de suivi élaboré par la Direction de la FAO. Par avance, l'équipe chargée de l'évaluation vous remercie chaleureusement de votre attention, du temps que vous lui accorderez et de votre précieuse collaboration.

Instructions/explications quant aux modalités de l'enquête

Nous réalisons actuellement des entretiens auprès de personnes qui sont considérées comme faisant le plus autorité et de spécialistes de la nutrition au sein des différentes sections de la FAO et d'autres institutions concernées qui sont actives dans le domaine de la nutrition et de la sécurité alimentaire. Chacun se verra expliquer le but de l'entretien et sera assuré que ses réponses seront traitées dans la plus stricte confidentialité. Les entretiens se dérouleront un par un et, dans la mesure du possible, en face à face. En cas d'impossibilité, ils seront réalisés par Skype ou par téléphone.

L'enquête comporte 14 questions, qui sont spécifiques aux six recommandations choisies pour validation (1, 2, 8, 9, 10 et 14) au motif qu'elles revêtent la plus haute importance stratégique. Ces questions sont pour la plupart fermées. Des explications sont demandées le cas échéant. Il est prévu que les entretiens durent environ une demi-heure car nombre de recommandations se chevauchent. Ils ne devraient pas dépasser une heure.

Renseignements personnels:

Questionnaire numéro _____ Date de remplissage _____
Nom _____ Institution/Section _____ Titre _____

Questions:

Recommandation 1. L'équipe chargée de l'évaluation a recommandé à la Direction de haut niveau de s'engager à mettre un accent prioritaire sur la nutrition à tous les échelons de l'Organisation, conformément à son mandat.

1. a. Considérez-vous qu'il s'agissait d'une recommandation valable?

- Oui
 - Non
 - Incertain/indifférent
- Si non, pourquoi?

1. b. Considérez-vous que l'action de la Direction, telle que mentionnée dans le Rapport de suivi, convient?

- Oui

- Non
- Incertain

Si non, pourquoi? Quelles améliorations aurait-on pu y apporter?

1. c. Parmi les six domaines principaux nécessitant une attention urgente, lesquels ont été traités comme il se devait?

1.1 et 1.2 Création d'un comité directeur et d'une équipe spéciale interdivisionnels

- Oui
- Non
- Incertain

Si non, pourquoi? Quelles améliorations aurait-on pu y apporter?

1.3. Questions nutritionnelles essentielles du XXI^e siècle qui sont traitées dans les principales publications

- Oui
- Non
- Incertain

Si non, pourquoi? Quelles améliorations aurait-on pu y apporter?

1.4. Renforcement de l'approche tenant compte de la nutrition dans le Cadre stratégique

- Oui
- Non
- Incertain

Si non, pourquoi? Quelles améliorations aurait-on pu y apporter?

1.5. Approbation par la FAO du mouvement de renforcement de la nutrition et participation active de l'Organisation à ses structures

- Oui
- Non
- Incertain

Si non, pourquoi? Quelles améliorations aurait-on pu y apporter?

1.6. Élaboration de directives indiquant comment intégrer la nutrition aux cadres de planification et de budgétisation

- Oui
- Non
- Incertain

Si non, pourquoi? Quelles améliorations aurait-on pu y apporter?

1.7. Intégration des systèmes alimentaires tenant compte de la nutrition dans le cadre relatif aux domaines d'action prioritaires

- Oui
- Non
- Incertain

Si non, pourquoi? Quelles améliorations aurait-on pu y apporter?

1.8. Création d'une unité distincte chargée de la nutrition au cours du processus d'élaboration d'une vision et stratégie globale de l'Organisation en matière de nutrition

- Oui
- Non

- Incertain

Si non, pourquoi? Quelles améliorations aurait-on pu y apporter?

Recommandation 2. La FAO doit désormais élaborer une vision et une stratégie cohérente concernant sa contribution à un développement agricole qui tienne compte de la nutrition. Cette vision et cette stratégie doivent refléter la volonté de résoudre les problèmes liés tant à la sous-alimentation qu'à la surnutrition.

2. a. Considérez-vous qu'il s'agissait d'une recommandation valable?

- Oui
- Non
- Incertain/indifférent

Si non, pourquoi?

2. b. Considérez-vous que l'action de la Direction, telle que mentionnée dans le Rapport de suivi, convient?

- Oui
- Non
- Incertain

Si non, pourquoi? Quelles améliorations aurait-on pu y apporter?

2. c. Les éléments essentiels énumérés ci-après étaient-ils tous présents, conformément à la recommandation?

2.2. Un cadre conceptuel convenu pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle

- Oui
- Non
- Incertain

Si non, pourquoi? Quelles améliorations aurait-on pu y apporter?

2.5. Une stratégie de communication relative à la vision de la nutrition

- Oui
- Non
- Incertain

Si non, pourquoi? Quelles améliorations aurait-on pu y apporter?

2.6. Une stratégie de plaidoyer concernant les liens entre la sécurité alimentaire et la nutrition

- Oui
- Non
- Incertain

Si non, pourquoi? Quelles améliorations aurait-on pu y apporter?

Recommandation 8. Intégration de la nutrition dans le Cadre stratégique et les documents de programmation et de planification

8. a. Considérez-vous qu'il s'agissait d'une recommandation valable?

- Oui
- Non
- Incertain/indifférent

Si non, pourquoi?

8. b. Considérez-vous que l'action de la Direction, telle que mentionnée dans le Rapport de suivi, convient?

- Oui
- Non
- Incertain

Si non, pourquoi? Quelles améliorations aurait-on pu y apporter?

8. c. Les éléments essentiels énumérés ci-après étaient-ils tous présents, conformément à la recommandation?

8.2 En s'appuyant sur la nouvelle vision et stratégie interne (Rec. 1), on intégrera la nutrition au Cadre stratégique, en collaboration avec les départements techniques.

- Oui
- Non
- Incertain

Si non, pourquoi? Quelles améliorations aurait-on pu y apporter?

8.3 Incorporation de la nutrition dans le prochain PMT-PTB, sur la base des enseignements tirés du PMT-PTB en cours.

- Oui
- Non
- Incertain

Si non, pourquoi? Quelles améliorations aurait-on pu y apporter?

Recommandation 9. L'élément «nutrition» (Bureau du Directeur) de l'actuelle Division de la protection des consommateurs et de la nutrition doit se désengager de la sécurité sanitaire des aliments et du Codex (Bureau de la Commission du Codex Alimentarius) et disposer d'un centre institutionnel clairement défini et doté d'un personnel exerçant une fonction de service multisectoriel.

9. a. Considérez-vous qu'il s'agissait d'une recommandation valable?

- Oui
- Non
- Incertain/indifférent

Si non, pourquoi?

9. b. Considérez-vous que l'action de la Direction, telle que mentionnée dans le Rapport de suivi, convient?

- Oui
- Non
- Incertain

Si non, pourquoi? Quelles améliorations aurait-on pu y apporter?

Recommandation 10. La composition technique de la nouvelle équipe chargée de la nutrition doit être déterminée en fonction des priorités définies par la vision et la stratégie.

10. a. Considérez-vous qu'il s'agissait d'une recommandation valable?

- Oui
- Non
- Incertain/indifférent

Si non, pourquoi?

10. b. Considérez-vous que l'action de la Direction, telle que mentionnée dans le Rapport de suivi, convient?

- Oui
- Non
- Incertain

Si non, pourquoi? Quelles améliorations aurait-on pu y apporter?

Recommandation 14. La FAO doit participer d'une manière constructive aux réseaux liés à la nutrition à tous les niveaux et accroître sa visibilité dans le domaine de la nutrition.

14. a. Considérez-vous qu'il s'agissait d'une recommandation valable?

- Oui
- Non
- Incertain/indifférent

Si non, pourquoi?

14. b. Considérez-vous que l'action de la Direction, telle que mentionnée dans le Rapport de suivi, convient?

- Oui
- Non
- Incertain

Si non, pourquoi? Quelles améliorations aurait-on pu y apporter?

QUESTION FINALE: Avez-vous d'autres questions à soulever et/ou observations à formuler?

Annexe 3. Présentation matricielle annotée des recommandations

Recommandation n° 1 formulée dans le cadre de l'évaluation des travaux de la FAO relatifs à la nutrition		Réponse de la Direction (novembre 2011)	Mesures prises, observations et explications (Rapport de suivi, septembre 2013)	
La Direction générale de la FAO doit s'engager à mettre un accent prioritaire sur la nutrition à tous les échelons de l'Organisation, conformément à son mandat. Cet engagement doit être «porté» par le Directeur général adjoint (Connaissances) (DGA-C). Il existe six domaines essentiels qui exigent une attention urgente de la part de la Direction de haut niveau		Recommandation acceptée. Un comité directeur interdivisionnel a été créé. Il est chargé de diriger une équipe spéciale interdivisionnelle. Celle-ci doit formuler une vision et stratégie interne qui concerne l'approche des systèmes alimentaires tenant compte de la nutrition, l'objectif étant d'intégrer systématiquement la nutrition dans l'ensemble du programme de travail de la FAO	Le Comité directeur interdivisionnel n'a jamais été officiellement créé du fait des changements transformationnels et de la réorganisation du personnel de rang supérieur durant l'exercice 2012-2013 L'Équipe spéciale interdivisionnelle a été constituée en 2011 et dotée d'un mandat précis, celui d'élaborer la stratégie nutritionnelle et de veiller à l'intégration de la nutrition dans l'ensemble de l'Organisation; la CIN-2 est demeurée un point permanent de son ordre du jour. L'équipe continue de se réunir régulièrement pour discuter de l'intégration de la nutrition dans les objectifs stratégiques, programmes et activités, et pour échanger des informations sur la CIN-2	
Validité actuelle de la recommandation	Réalisations au regard de la réponse de la Direction (septembre 2013)	Éléments probants	Observations	
Toutes les personnes interrogées s'accordent sur le fait que la recommandation est toujours valable	Selon les sondés, les publications de la FAO, en particulier la dernière édition de <i>La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture</i> (SOFA), commencent à traiter des questions nutritionnelles du XXI ^e siècle	L'édition 2013 du SOFA porte sur le thème <i>Mettre les systèmes alimentaires au service d'une meilleure nutrition</i>	Bien que les capacités soient encore limitées, la nutrition fait l'objet d'une attention bien plus grande aujourd'hui qu'il y a deux ans	

Recommandation n° 2 formulée dans le cadre de l'évaluation des travaux de la FAO relatifs à la nutrition		Réponse de la Direction (novembre 2011)	Mesures prises, observations et explications (Rapport de suivi, septembre 2013)	
La FAO doit désormais élaborer une vision et stratégie cohérente qui concerne sa contribution à un développement agricole tenant compte de la nutrition. Cette vision et stratégie doit refléter son engagement à résoudre les problèmes liés tant à la sous-alimentation qu'à la surnutrition. Plusieurs éléments recommandés pour la stratégie		Recommandation acceptée, y compris tous les éléments recommandés (un cadre conceptuel et une stratégie de communication)	À l'issue d'un processus consultatif qui s'est poursuivi sur toute l'année, la Stratégie et vision de la FAO pour ses activités en matière de nutrition a été présentée au Comité du Programme en novembre 2012. Ce document traduit l'engagement pris par la FAO de s'attaquer à la fois à la sous-alimentation et à la surnutrition, parallèlement à la micronutrition	
Validité actuelle de la recommandation	Réalisations au regard de la réponse de la Direction (septembre 2013)	Éléments probants	Observations	
Toutes les personnes interrogées s'accordent sur le fait que la recommandation est toujours valable	<ul style="list-style-type: none"> • La stratégie a été présentée au Comité du Programme en novembre 2012 • La version de la stratégie présentée au Comité du Programme ne comportait aucun cadre conceptuel (tandis que la version longue en contenait plusieurs) • Aucune stratégie de communication ni de plaidoyer concernant la stratégie et vision n'a été élaborée • La stratégie se limite à la sous-alimentation 	<ul style="list-style-type: none"> • La moitié des sondés extérieurs à la FAO n'avaient pas entendu parler de la stratégie • Cinq fonctionnaires de la FAO pensaient qu'il n'existait pas de cadre conceptuel convenu • Dix fonctionnaires de la FAO ont déclaré ne pas avoir connaissance d'une quelconque stratégie de communication 	<ul style="list-style-type: none"> • Plusieurs sondés appartenant à la FAO (2) estimaient que la stratégie devait faire partie du Cadre stratégique • Plusieurs sondés extérieurs à la FAO (2) ont pointé du doigt l'absence de définition commune des concepts relatifs à la nutrition aux échelons les plus élevés du personnel de la FAO 	

Recommandation n° 8 formulée dans le cadre de l'évaluation des travaux de la FAO relatifs à la nutrition		Réponse de la Direction (novembre 2011)	Mesures prises, observations et explications (Rapport de suivi, septembre 2013)
Intégration de la nutrition dans le Cadre stratégique et les documents de programmation et de planification		En s'appuyant sur la nouvelle vision et stratégie interne (Rec. 2), on intégrera la nutrition au Cadre stratégique, en collaboration avec les départements techniques	La nutrition a été intégrée, explicitement et implicitement, dans tous les nouveaux objectifs stratégiques
Validité actuelle de la recommandation	Réalisations au regard de la réponse de la Direction (septembre 2013)	Éléments probants	Observations
Toutes les personnes interrogées s'accordent sur le fait que la recommandation est toujours valable	<ul style="list-style-type: none"> Les procédures de travail internes de la FAO n'étaient familières à aucune des parties prenantes extérieures, qui n'étaient donc pas certaines que le suivi, tel que mentionné dans le rapport, soit convenable La majorité du personnel de la FAO (75 pour cent) considérait que les informations contenues dans le Rapport de suivi étaient exactes quant au fait que la nutrition avait été intégrée de manière systématique, figurait explicitement et implicitement dans tous les objectifs stratégiques et apparaissait dans le Plan à moyen terme (PMT) et le Programme de travail et budget (PTB) L'auteur craint que l'intégration de la nutrition se concentre encore essentiellement sur l'énergie apportée par les aliments (faim et pauvreté) et peu sur la qualité des régimes alimentaires (nutrition préventive). La prévention des maladies non transmissibles grâce à la consommation de fruits et légumes ne semble même pas se profiler à l'horizon 	<ul style="list-style-type: none"> Une analyse rapide des plans de travail relatifs aux objectifs stratégiques révèle que l'aspect de la nutrition mis en avant est encore perçu, dans une large mesure, au travers du prisme de la faim, comme l'atteste le fait que les termes «obésité» et «surnutrition» n'apparaissent qu'une fois dans les soixante-cinq pages du document. Le terme «carences en micronutriments» est mentionné seulement trois fois et l'expression «qualité du régime alimentaire», pas du tout 	<ul style="list-style-type: none"> De toute évidence, il s'agit là d'un domaine dans lequel la Direction doit encore relever un défi car il subsiste de nombreuses déconnexions qui devraient être corrigées à mesure que les plans de travail s'affineront Seuls 42 pour cent des parties prenantes de la FAO pensaient que la stratégie (qui concerne la sous-alimentation) et vision avait été intégrée correctement au Cadre stratégique. D'autres (quatre personnes) considéraient que les deux avaient été élaborés en parallèle et/ou étaient mal reliés. Elles estimaient qu'il était nécessaire de revivifier l'Équipe spéciale interdivisionnelle et de consolider sa position au sein de la structure de direction

Recommandation n° 9 formulée dans le cadre de l'évaluation des travaux de la FAO relatifs à la nutrition	Réponse de la Direction (novembre 2011)	Mesures prises, observations et explications (Rapport de suivi, septembre 2013)
L'élément «nutrition» (Bureau du Directeur) de l'actuelle Division de la protection des consommateurs et de la nutrition doit se désengager de la sécurité sanitaire des aliments et du Codex (Bureau de la Commission du Codex Alimentarius) et disposer d'un centre institutionnel clairement défini et doté d'un personnel exerçant une fonction de service multisectoriel. La nouvelle entité nutritionnelle doit être un «prestataire de services» proposant une assistance technique et une orientation normative à d'autres services pertinents de l'Organisation (en particulier toutes les divisions qui relèvent d'ES, ainsi que AGA, AGP, TCS, TCI et TCE) conformément aux priorités stratégiques convenues. Un retour dans le giron du Département du développement économique et social (ES) autonomiserait et renforcerait les liens avec l'information, les évaluations, les statistiques, les politiques, la parité hommes-femmes, qui sont des plus stratégiques pour les activités nutritionnelles	Le Comité directeur interdivisionnel présidé par le DGA-C (Rec. 1) examinera la recommandation et formulera une réponse de la Direction en prenant en considération la vision et stratégie interne relative à l'approche des systèmes alimentaires tenant compte de la nutrition (Rec. 1 et 2)	Au 1 ^{er} janvier 2013, la nutrition a été dissociée de la sécurité sanitaire des aliments et du Codex, et la Division de la nutrition dispose maintenant d'un centre institutionnel clairement défini au sein du Département du développement économique et social

Recommandation n° 9 formulée dans le cadre de l'évaluation des travaux de la FAO relatifs à la nutrition		Réponse de la Direction (novembre 2011)	Mesures prises, observations et explications (Rapport de suivi, septembre 2013)
Validité actuelle de la recommandation	Réalisations au regard de la réponse de la Direction (septembre 2013)	Éléments probants	Observations
La majorité des personnes interrogées s'accordent sur le fait que la recommandation est toujours valable	L'unité chargée de la nutrition s'est désengagée de la sécurité sanitaire des aliments et du Codex, et s'est établie au sein du Bureau du Sous-Directeur général chargé du Département du développement économique et social	Allant de soi	<ul style="list-style-type: none"> • Certaines personnes sont partisans de séparer la nutrition de la sécurité sanitaire des aliments alors que d'autres y sont opposées. La valeur (autrement dit, la qualité) et la sécurité sanitaire des nutriments s'appuient sur l'analyse de la composition et constituent à elles deux la base de l'étiquetage des denrées, de la réglementation relative aux aliments et de l'éducation nutritionnelle • Il n'existe peut-être pas de solution idéale en la matière et la réponse tient probablement au fait de veiller à ce que les deux domaines concordent comme il se doit et se renforcent mutuellement dans les plans de travail relatifs aux objectifs stratégiques. Il s'agit donc d'une question qui concerne la Direction

Recommandation n° 10 formulée dans le cadre de l'évaluation des travaux de la FAO relatifs à la nutrition		Réponse de la Direction (novembre 2011)	Mesures prises, observations et explications (Rapport de suivi, septembre 2013)
Validité actuelle de la recommandation	Réalisations au regard de la réponse de la Direction (septembre 2013)	Éléments probants	Observations
Toutes les personnes interrogées s'accordent sur le fait que la recommandation est toujours valable	Un nouveau directeur a été nommé	Allant de soi	<ul style="list-style-type: none"> • Il faut que la Direction réponde à la question de savoir qui doit traiter les demandes extérieures émanant des pays au niveau décentralisé et s'occuper des travaux normatifs à l'échelon mondial et comment ceux-ci s'équilibrent avec les fonctions internes de plaidoyer et d'administration dans l'ensemble des équipes spéciales chargées des objectifs stratégiques • Plusieurs acteurs externes et internes ont exprimé une préoccupation globale, à savoir la nécessité de renforcer l'unité. Ils craignaient que de trop nombreux déclassements de postes ne compromettent ce processus

Recommandation n° 14 formulée dans le cadre de l'évaluation des travaux de la FAO relatifs à la nutrition		Réponse de la Direction (novembre 2011)		Mesures prises, observations et explications (Rapport de suivi, septembre 2013)
La FAO doit participer d'une manière constructive aux réseaux liés à la nutrition à tous les niveaux et accroître sa visibilité dans le domaine de la nutrition		La FAO va renforcer son engagement à tous les niveaux et auprès de ses partenaires afin de partager sa vision et son approche et d'expliquer clairement son rôle caractéristique dans la lutte contre l'insécurité alimentaire grâce à une approche des systèmes alimentaires tenant compte de la nutrition		La FAO participe de manière constructive à de nombreux réseaux sur la nutrition et a renforcé sa notoriété dans ce domaine grâce à plusieurs processus à forte résonance
Validité actuelle de la recommandation	Réalisations au regard de la réponse de la Direction (septembre 2013)	Éléments probants		Observations
Toutes les personnes interrogées s'accordent sur le fait que la recommandation est toujours valable	<ul style="list-style-type: none"> Les sondés sont tous d'avis que la FAO a commencé à rétablir sa présence et sa réputation internationales par sa participation à l'Initiative de partenariat visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants et au mouvement visant le renforcement de la nutrition 	<ul style="list-style-type: none"> Sur les 18 personnes qui estimaient que la réponse était convenable, la majorité (soit 13) pensait que la constitution de réseaux n'était pas encore assez poussée, était trop lente ou pouvait être améliorée d'une manière ou d'une autre La moitié des parties prenantes extérieures considéraient que la CIN-2 était extrêmement importante et n'était pas suffisamment mise en avant, tant dans le Rapport de suivi que dans les travaux en cours au sein de la FAO 		<ul style="list-style-type: none"> Plusieurs sondés (ONG/OSC) estimaient que le processus de la CIN-2 devrait être davantage lié au CSA On a déploré la réaction passive de la FAO, associée au manque de contenu technique que cache l'engagement politique affiché. Au sein desdits réseaux, la FAO doit se doter de son propre programme et non se contenter de suivre le mouvement